Paris, Gare Saint-Lazare
13/04/2012

LA FRANCE SOLIDAIRE

70%

D'OPINIONS FAVORABLES

FRANÇOIS BAYROU EST L'HOMME POLITIQUE PRÉFÉRÉ DES FRANÇAIS. ALORS, VOTEZ POUR CELUI QUE VOUS ESTIMEZ LE PLUS !

Produire en France pour créer des emplois

La France s'appauvrit de plus en plus vite car nous achetons plus que nous vendons. Nous devons retrouver la place qui fut la nôtre, celle d'un grand pays exportateur, créateur et fier de ses productions. **Nous devons créer un label « produit en France »** pour à nouveau acheter français.

Page 5



Sortir la France du surendettement

Nous mettrons en oeuvre un plan réaliste et ambitieux de diminution des dépenses publiques et d'augmentation des recettes. Ce plan ne diminuera ni les salaires ni les retraites. En 2016, pour la première fois depuis 35 ans, la France ne sera plus en déficit.

Page 2

Retrouver la meilleure éducation du monde

Notre école doit redevenir notre fierté. Nous allons offrir à nouveau aux catégories populaires la possibilité d'une véritable ascension sociale. Nous allons rendre à l'Éducation nationale son efficacité et son rayonnement.

Page 5

Moraliser la vie publique

La confiance est la clé du redressement qui doit unir les citoyens et les dirigeants du pays. Les affaires, à droite comme à gauche, ont affaibli cette confiance. En France, le « tous pareils » est devenu la réponse-type aux déclarations politiques. C'est insupportable. **Nous interdirons le cumul des mandats. Nous devons moraliser la vie publique.**

Page 6

Mes propositions pour la France

FRANÇOIS BAYROU

LE CHEMIN
DE L'ESPOIR

Je ne crois pas au déclin de la France. La chute que certains nous prédisent n'est en rien une fatalité. Mais la première condition du redressement est de comprendre avec lucidité que la crise ne vient pas d'ailleurs. Elle vient de chez nous, de mauvaises décisions accumulées au travers du temps et de démagogies multipliées.

Ce n'est ni la faute de la mondialisation, ni la faute de la finance internationale, ni la faute de l'Europe, si nous n'arrivons pas à apprendre à lire aux enfants, ou si nous avons perdu les secteurs de production que nos voisins ont conservés et développés. C'est notre responsabilité. Et c'est un grand motif d'optimisme. Car si les erreurs et les fautes sont chez nous, nous pouvons les corriger.

Notre ennemi, c'est le surendettement de la France. Notre ennemi, c'est le chômage. Notre ennemie, c'est la pauvreté. Nous allons ensemble vaincre ces ennemis avec des mesures crédibles, une méthode précise et un calendrier.

Le temps est venu de tourner la page sur nos faiblesses et de réunir les Français afin de construire tous ensemble LA FRANCE SOLIDAIRE.

F. Bayrou



Le 25 mars au Zénith de Paris

SORTIR LA FRANCE DU SURENDETTEMENT

RÉDUCTION DES DÉPENSES : plafonnement, pendant deux ans, de nos dépenses publiques au niveau atteint en 2012 et redéploiement au sein des trois grands postes de dépenses du pays : Etat, collectivités locales, sécurité sociale. Pour faire respirer les salaires et les retraites, il faudra réviser certaines missions de l'Etat et conclure un pacte de modération financière avec les collectivités locales. Au bout de deux ans, compte tenu de l'inflation prévisible, le déficit sera mécaniquement réduit de 50 milliards.

Pas un euro de plus de dépenses publiques pendant deux ans.

L'AUGMENTATION DES RECETTES sera obtenue par une série de trois mesures :

• **Suppression des niches fiscales** injustes et inefficaces (exonération de l'impôt sur le revenu des heures supplémentaires, niche « Copé », etc.), réduction progressive des autres. Total en trois ans : 20 milliards.

• **Augmentation modérée de la TVA**, un point en 2012, un point en 2014 si la croissance n'est pas au rendez-vous. Total en trois ans : 20 milliards.

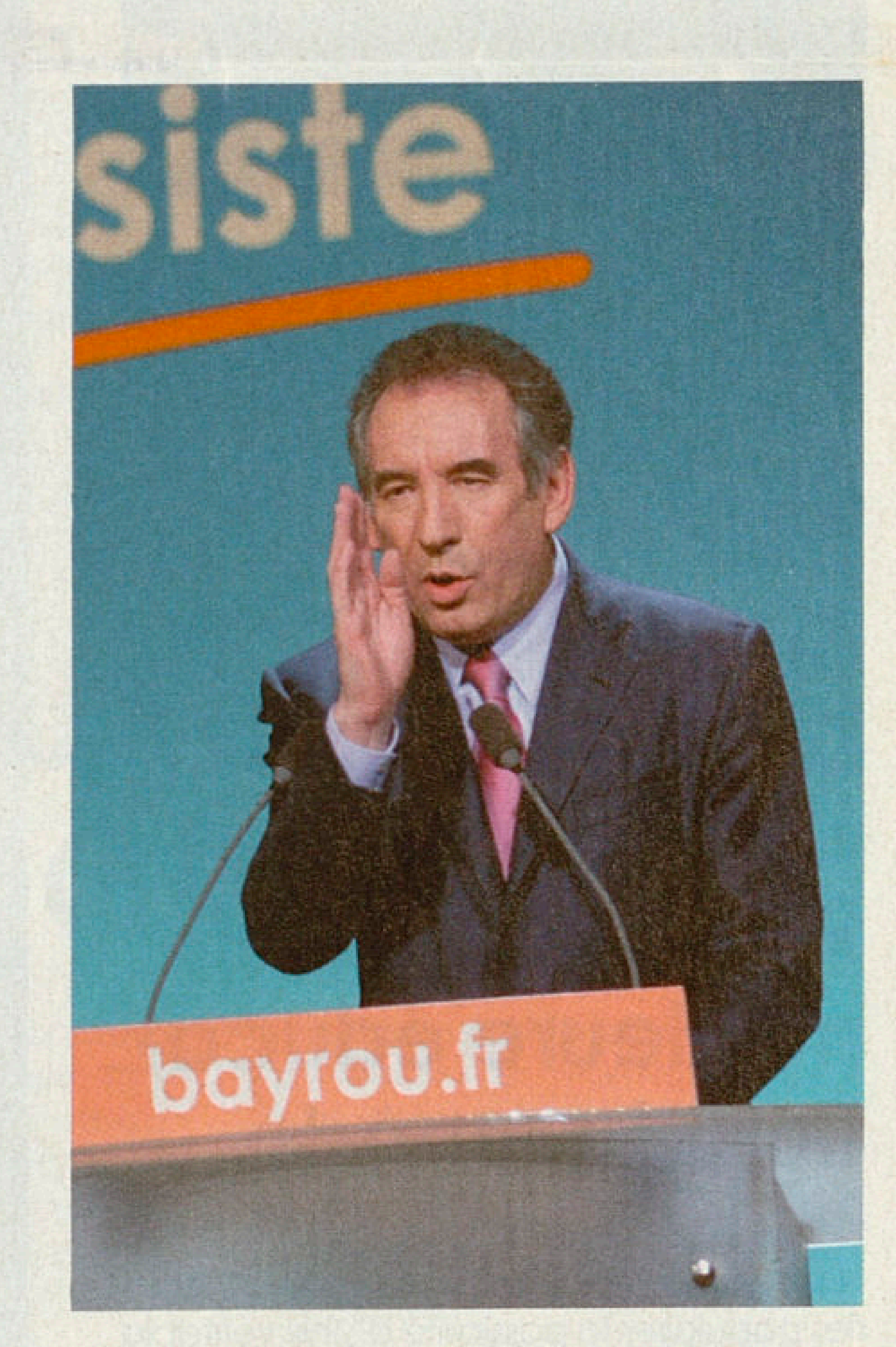
• **Équité et solidarité** : passage de la tranche de **l'impôt sur le revenu** de 41 % à 45%, création d'une tranche supplémentaire de solidarité à 50 % pour les revenus supérieurs à 250 000 euros par part, transformation de l'impôt sur la fortune en une Contribution de Solidarité sur le patrimoine (CSP), plus simple et plus transparente (tout patrimoine supérieur à 1 million d'euros, après abattements, sera affecté d'un revenu de 1 %, intégré dans la base de l'impôt sur le revenu). Total en trois ans : 10 milliards.

TAXE SUR LES TRANSACTIONS FINANCIÈRES mise en place si possible avec nos partenaires européens, dont le produit sera consacré au désendettement et à l'aide publique au développement.

Décourager la fraude fiscale.

RÈGLE D'OR : inscription du principe d'équilibre des finances publiques dans la Constitution, pour protéger les générations à venir.

FRAUDE FISCALE : création d'une Haute Autorité, composée de magistrats, **pour lutter plus efficacement contre la fraude fiscale**.



UNE FINANCE AU SERVICE DE L'ÉCONOMIE RÉELLE

L'économie financière, celle de la spéculation, est en passe de dominer et parfois de détruire l'économie réelle. Pour mettre fin à cette domination funeste, 5 grands principes s'imposent :

- renforcer les pouvoirs et l'indépendance du régulateur européen face au lobby bancaire,
- imposer des règles de prudence plus strictes, privilégiant le financement de l'économie réelle,
- étudier la séparation des banques de dépôt et des banques d'affaires,
- mettre un terme aux tarifications abusives des banques,
- lutter plus efficacement contre les paradis fiscaux.

ILS NE DISENT PAS LA VÉRITÉ
ILS CREUSERONT LE DÉFICIT

150 milliards d'euros, soit 30 milliards par an, ce serait le montant des dépenses supplémentaires que ferait **FRANÇOIS HOLLANDE** s'il était élu.

100 milliards d'euros, soit 20 milliards par an, ce serait le montant des dépenses supplémentaires que ferait **NICOLAS SARKOZY** s'il était élu.

BAYROU PRÉSIDENT
SES 6 PREMIERS MOIS

Juin 2012

10 juin

Premier tour des élections législatives : les Français voteront par référendum la **loi de moralisation** de la vie publique.

17 juin

Second tour des élections législatives : les Français donneront une majorité au projet de **redressement** et **d'unité nationale**.

Juillet - Août 2012

Le gouvernement préparera une **loi de finances rectificative** qui portera en particulier sur des **économies dans le fonctionnement de l'État** et **l'abaissement des niches fiscales.**

Création de la possibilité d'**un emploi sans charges pour toutes les entreprises de moins de 50 salariés.**

Mise en place du **Commissariat aux stratégies de production,** filière par filière, avec les entreprises, les représentants des salariés et tous les acteurs du financement de l'économie.

Exceptionnellement, il n'y aura pas de vacances parlementaires et le Parlement siègera pendant tout l'été.

Loi supprimant la caution pour les locataires et créant **une mutuelle obligatoire pour les risques locatifs.**

Préparation d'une **loi-cadre de mobilisation sur le « Produire en France ».**

Septembre - Décembre 2012

Grenelle de l'éducation dont les conclusions seront rendues avant la fin de l'année 2012.

Création d'**une autorité indépendante chargée de l'alerte dans le domaine de la santé.**

Le gouvernement soumettra au Parlement une **loi sur la presse qui traitera de l'indépendance des médias,** particulièrement des médias publics, de la protection des sources, des droits et devoirs des journalistes…

Branche par branche, **examen par les partenaires sociaux des propositions** adaptées et nouvelles afin **d'augmenter le pouvoir d'achat des salariés.**

Après discussion approfondie avec les partenaires sociaux, **un grand projet de loi sociale** sera débattu au Parlement, en même temps que le projet de loi de financement de la sécurité sociale. Il permettra entre autres la **participation des salariés aux conseils d'administration et aux comités de rémunération des entreprises.** La loi visera à **limiter le recours aux CDD et aux temps partiels abusifs** et à **supprimer les freins à la création d'emplois**. Soumission aux partenaires sociaux de l'idée d'un **contrat de travail unique** fondé sur une consolidation progressive des droits.

Loi sur l'égalité hommes-femmes, qui traitera de la parité politique, de l'égalité salariale, des violences conjugales.

Pour soutenir les associations et reconnaître leur rôle irremplaçable dans la société, ouverture de la possibilité de bourses d'engagement, offertes en contrepartie d'un engagement de jeunes ou de seniors, validation des acquis de l'expérience et définition d'un **cadre juridique de l'emploi bénévole.**



FRANÇOIS BAYROU ET SON ÉQUIPE

Philippe ADNOT, sénateur, Président du conseil général de l'Aube, **Pierre ALBERTINI**, ancien député-maire de Rouen, **Abdoulatifou ALY**, député de Mayotte, **Jean-Paul AMOUDRY**, sénateur de Haute-Savoie, **Jean ARTHUIS**, ancien ministre, sénateur de la Mayenne, **Gilles ARTIGUES**, ancien député de la Loire, **Denis BADRE**, maire de Ville d'Avray, **Didier BARIANI**, ancien ministre, **Jean-Marie BEAUPUY**, **Jean-Luc BENNAHMIAS**, député européen, **Pierre BERNARD-REYMOND**, ancien ministre, sénateur des Hautes-Alpes, **Bernard BOSSON**, ancien ministre, **Didier BOROTRA**, maire de Biarritz, **Jean BOYER**, sénateur de Haute-Loire, **Hervé CHEVREAU**, maire d'Epinay-sur-Seine, **Jérémy COSTE**, Président des jeunes centristes, **Geneviève DARRIEUSSECQ**, maire de Mont de Marsan, **Marielle de SARNEZ**, députée européenne, **Marcel DENEUX**, sénateur de la Somme, **Yves DÉTRAIGNE**, sénateur de la Marne, **Christine ESPERT**, **Véronique FAYET**, ajointe au maire de Bordeaux, **Marc FESNEAU**, maire, **Philippe FOLLIOT**, député du Tarn, **Daniel GARRIGUE**, député de la Dordogne, **Sylvie GOULARD**, députée européenne, **Nathalie GOULET**, sénatrice de l'Orne, **Jacqueline GOURAULT**, sénatrice du Loir et Cher, **Nathalie GRIESBECK**, députée européenne, **Joël GUERRIAU**, sénateur de Loire-Atlantique, **Olivier HENNO**, maire de Saint-André-lez-Lille, **Anne-Marie IDRAC**, ancien ministre, **Pierre JARLIER**, sénateur-maire de Saint-Flour, **Jean-Jacques JÉGOU**, maire du Plessis-Trévise, **Bruno JONCOUR**, maire de Saint Brieuc, **Laurent LAFON**, maire de Vincennes, **Alain LAMBERT**, ancien ministre, Président de Conseil général de l'Orne, **Jean LASSALLE**, député des Pyrénées-Atlantiques, **Jean-Jacques LASSERRE**, sénateur des Pyrénées-Atlantiques, **Pierre LE GUERINEL**, **Bernard LEHIDEUX**, **Frédéric LETURQUE**, maire d'Arras, **Christophe MADROLLE**, **Fadila MÉHAL**, Présidente des Mariannes de la diversité, **Jean-Claude MERCERON**, sénateur de Vendée, **Christian NAMY**, sénateur, Président du conseil général de la Meuse, **François-Xavier PENICAUD**, Président des jeunes démocrates, **Jean PEYRELEVADE**, **Yves POZZO di BORGO**, sénateur de Paris, **Jean-Luc RIGAUT**, maire d'Annecy, **Gérard ROCHE**, sénateur, Président du conseil général de la Haute-Loire, **Robert ROCHEFORT**, député européen, **Henri TANDONNET**, sénateur du Lot-et-Garonne, **Rodolphe THOMAS**, maire d'Herouville-Saint-Clair, **Jean-Marie VANLERENBERGHE**, sénateur du Pas-de-Calais, **Dominique VERSINI**, ancien ministre, **Yann WEHRLING**, porte-parole de la campagne, **Daniel ZAÏDANI**, Président du Conseil Général de Mayotte, **François ZOCCHETTO**, sénateur de la Mayenne, Président du groupe UCR au Sénat.

UN HOMME DANS L'ACTION

PRODUIRE EN FRANCE

POUR CRÉER DES EMPLOIS ET DU POUVOIR D'ACHAT

UN ENVIRONNEMENT FAVORABLE À LA PRODUCTION

Création d'un commissariat national aux stratégies pour mobiliser et coordonner tous les acteurs du redressement économique du pays et définir, filière par filière, les priorités.

Allègement des contraintes administratives pour les entreprises : adoption d'une loi qui, à l'image du « small business act » américain, facilitera, pour les petites entreprises, l'accès aux marchés publics. Création d'un correspondant administratif unique pour les informer de leurs droits et prévenir d'éventuelles difficultés.

Outil de financement propre : création d'un établissement financier, régionalisé, dédié au financement des PME et des entreprises de taille intermédiaire. Création d'un livret d'épargne industrie pour diriger vers les entreprises des ressources nouvelles.

Un emploi sans charges, pendant deux ans, pour toute entreprise de moins de 50 salariés recrutant un jeune ou un chômeur.

Crédit d'impôt innovation : la recherche et le transfert de technologies sont à la base de l'innovation. Un crédit d'impôt innovation complètera le mécanisme existant en matière de recherche qui profite aujourd'hui principalement aux grandes entreprises.

CRÉATION D'UN LABEL INDIQUANT LA PART DU PRODUIT FABRIQUÉE EN FRANCE.



UN DIALOGUE SOCIAL RÉNOVÉ

Ouverture d'une négociation entre les partenaires sociaux, portant sur les aspects suivants :

• **Accord-cadre** fixant, dans les différentes branches, le cahier des charges de la discussion **sur le temps, la durée du travail et l'évolution des salaires**.

Le pouvoir d'achat est un enjeu majeur.

• **Contrat de travail unique** fondé sur une consolidation progressive des droits. Le recours aux CDD est réservé aux cas strictement prévus par la loi (missions à durée déterminée, emplois saisonniers...).

• **Extension du rôle des comités d'entreprise** à la négociation des conditions de travail et des rémunérations.

• **Participation des représentants du personnel, avec droit de vote,** aux conseils d'administration des entreprises de plus de 500 salariés et aux comités de rémunération pour mettre fin à la folie des salaires indécents.

LA FRANCE, MODÈLE D'UNE ÉCOLOGIE POSITIVE

Objectifs : limiter le réchauffement climatique, protéger la biodiversité et **défendre les orientations du pacte écologique de Nicolas Hulot.**

• **Un débat sur la production d'électricité** dès le début du mandat définira un scénario à l'horizon 2030, avec des rendez-vous d'étapes tous les 3 ans.

• **Réduction de nos consommations d'énergie** principalement dans le logement et les transports.

• **40 % de la production d'électricité d'origine renouvelable** en 2030.

• **Biodiversité** : réduction des pollutions chimiques ; lutte contre les prélèvements massifs de ressources naturelles et de matières premières ; consolidation des trames vertes et bleues sur l'ensemble du territoire.

• **Mise en place d'un Fonds « développement durable »**, alimenté par les quotas carbone issus du protocole de Kyoto, l'investissement privé et l'épargne populaire. Fiscalité écologique axée sur le principe polueur-payeur (modulation de l'impôt sur les sociétés en fonction de leur notation de responsabilité environnementale, taxe sur l'énergie, amplification des certificats d'économie d'énergie et développement d'un malus dissuasif).

Limitation de l'étalement des villes et des infrastructures à 10% maximum du territoire.



INSTRUIRE, FORMER, ÉDUQUER

L'ÉCOLE DE LA RÉUSSITE C'EST :

• **Un lieu où le respect est la règle** entre élèves et enseignants, dans la classe comme dans la cour de récréation.

• **Maintenir le nombre d'enseignants** ainsi que le décret qui définit leur statut.

• **La reconstruction d'une année de formation** pour les enseignants, en alternance, avec exercices dans la classe. Allègement des surcharges administratives. Détection précoce des difficultés scolaires.

• **Une école des parents** : de nature associative, elle aidera les parents qui éprouvent des difficultés à apprendre à leurs enfants les règles de la vie en commun.

• **Des rythmes scolaires** mieux répartis et plus harmonieux sur l'année. Limitation du temps scolaire à 28 heures par semaine dans les collèges et lycées, supervision des devoirs par des tuteurs à l'école.

• **Une articulation école-collège renforcée** : aucun élève ne doit entrer au collège sans maîtriser la lecture et l'écriture. Offre d'une pédagogie adaptée à ceux qui en ont besoin.

50 % du temps à l'école primaire consacré à la maîtrise de la lecture, de l'écriture et du calcul.

• **Un collège hors les murs** qui offrira une chance de se reconstruire, pour les élèves en situation de rejet ou de rupture avant un retour vers la voie normale.

• **Un programme prévoyant** l'information aux élèves sur les codes de comportement, de langage et d'habillement pratiqués dans notre pays. Rétablissement de l'histoire, appuyée sur la chronologie.

• **Une orientation** et une information objectives sur les métiers, les qualités qu'ils supposent et les débouchés professionnels qu'ils offrent. Création d'une Agence nationale de l'orientation se substituant à la dispersion des organismes existants.

• **L'apprentissage et l'alternance** : leur développement repose, non sur l'élimination, mais sur la vocation, avec un cursus complet, allant du CAP au diplôme d'ingénieur et au master.

• **L'ouverture des établissements en dehors des horaires de cours**, pour répondre aux besoins de la société civile (« école du soir », par exemple).

UN ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ADAPTÉ

• **Renforcer le service public national de l'Enseignement supérieur** et de la recherche pour lui permettre de relever les défis du futur et d'offrir à chaque étudiant une formation adaptée à ses besoins.

• **Rapprocher les universités et les grandes écoles.**

• **Adopter une loi d'orientation pour la recherche** (2013-2017) qui simplifiera l'organisation, garantira le financement des laboratoires et diminuera les contraintes administratives d'évaluation et de gestion.

• **Améliorer la vie étudiante** par l'ouverture nocturne des équipements universitaires, bibliothèques, installations sportives et lieux de vie, assurée par des étudiants bénéficiant d'une bourse à cet effet.

• Ouvrir une réflexion pour **corriger, dans le sens d'une plus grande équité, le régime des aides actuelles** (bourses, logement, demi-part fiscale...).

• Engager **un programme de construction de logements étudiants** coopératifs favorisant la colocation et la mixité sociale.

UNE AGRICULTURE COMPÉTITIVE ET DURABLE

Au moment où près d'un milliard d'individus dans le monde souffre de sous-alimentation, la future PAC doit atteindre plusieurs objectifs non négociables :

Défendre, non seulement les productions, mais aussi les producteurs, c'est-à-dire les exploitations familiales viables dont notre pays a besoin pour conserver son équilibre et maintenir la ruralité.

Payer les productions à leur juste prix, sans le concours extérieur des pouvoirs publics, à l'exception des zones à handicaps spécifiques.

Assurer la qualité des productions, pour une alimentation saine, par une agriculture raisonnée et par une agriculture biologique.

Appliquer les mêmes exigences environnementales et phytosanitaires aux produits importés et aux produits européens.

Soutenir la filière viticole, appréciée dans le monde entier.

Pêche : encourager une nouvelle conception de bateaux, de moindre consommation et la co-expertise sur les pratiques de pêche.

CONSTRUIRE UNE SOCIÉTÉ SOLIDAIRE

C'est au sort réservé aux plus faibles que l'on juge la valeur d'une société. La France solidaire permettra à chacun d'envisager l'avenir avec confiance.

FAMILLES : accueil de la petite enfance en privilégiant les modes de garde les plus souples, adaptés à l'amplitude des horaires de travail.

RETRAITE : une retraite par points sera progressivement mise en place. Elle sera fondée sur le principe de répartition auquel nous sommes attachés et sur des droits individuels acquis par le salarié.

SANTÉ : mise en place d'un « Bouclier santé » destiné à couvrir les personnes qui sortent des minima sociaux et ne sont pas pris en charge par la CMU (Couverture Maladie Universelle).

DÉSERTS MÉDICAUX : augmentation du nombre de médecins, accompagnée d'une affectation des postes temporaires dans les secteurs en déshérence.

URGENCES : pour éviter l'asphyxie des urgences hospitalières, installation de maisons médicales, chargées de soigner en premier secours et de diriger vers les hôpitaux les cas qui le justifient (avantages : rapidité d'intervention et moindre coût).

Garantir l'égal accès de tous à la santé.

PRÉVENTION : initier un plan de prévention et de dépistage, dès l'école (soins dentaires, lunettes, obésité...), lancer une vaste action de sensibilisation et d'information auprès des jeunes pour prévenir les conduites addictives (alcool, tabac, drogues).

ALERTE : création d'une Autorité indépendante chargée de l'alerte en matière de santé et de sécurité sanitaire, composée d'experts indépendants et pouvant être saisie par tous.

DÉPENDANCE : lancement d'un plan « Face à la dépendance » comportant, outre un soutien aux aidants, un financement partagé entre la solidarité nationale et la mutualisation du risque par voie d'assurance.

HANDICAP : rendre effective la loi sur l'accessibilité, poursuivre l'intégration des enfants en situation de handicap à l'école.



MORALISER LA VIE PUBLIQUE EN FRANCE

Le 10 juin, si François Bayrou est élu président, un référendum sera organisé sur ces 13 mesures :

1. Reconnaissance du vote blanc à toutes les élections.
2. Suppression du cumul des mandats des députés.
3. Réduction du nombre de députés et de sénateurs.
4. Obligation de présence des parlementaires en séance pour voter les lois.
5. Nouveau mode de scrutin pour que toutes les opinions soient représentées à l'Assemblée nationale.
6. Gouvernement limité à 20 membres.
7. Financement de la campagne présidentielle exclusivement sur fonds publics.
8. Indépendance de la justice avec un ministre de la justice dont la nomination sera approuvée par une majorité des 2/3 du Parlement.
9. Indépendance des médias et fin de la nomination des présidents de France Télévisions et Radio France par le chef de l'État.
10. Plafonnement individuel à 7500€ par an des dons ou cotisations à un ou plusieurs partis.
11. Fin des nominations de complaisance et du mélange entre les intérêts publics et privés pour les élus et les hauts fonctionnaires.
12. Inéligibilité pendant 10 ans des élus condamnés pour corruption.
13. Financement public aux seuls partis présentant autant d'hommes que de femmes aux législatives.



LUTTER CONTRE LES DISCRIMINATIONS

Cessons de dresser les Français les uns contre les autres, de bâtir un mur de haine entre les nationaux et les étrangers que nous accueillons.
Un **Ministère de l'Egalité** luttera contre toutes les discriminations dans notre société.
Une pénalisation financière sera imposée aux entreprises qui n'appliquent pas l'égalité salariale hommes-femmes.
Nous combattrons plus efficacement les violences conjugales.
Des bourses reconnaîtront les réussites issues de l'immigration.
Le droit de vote pour les élections locales sera accordé aux étrangers séjournant en France en situation régulière depuis dix ans.
Pour les couples homosexuels, reconnaissons le lien parental avec le deuxième parent pour préserver les droits de l'enfant.

SÉCURITÉ, TRANQUILLITÉ PUBLIQUE

Mise en place d'une **police de terrain enracinée** dans les quartiers, permettant un travail d'observation, de contact, d'écoute des besoins **pour résorber la petite délinquance exaspérante.**
Installation dans chaque quartier sensible d'un sous-préfet habitant sur place et orientant l'action des services de l'Etat.
Pour la sécurité routière, généralisation des systèmes anti-démarrage en cas d'alcoolémie et enseignement du code de la route au collège.

LOGEMENT

François Bayrou a signé le « Contrat social pour le logement » de la fondation Abbé Pierre et le mettra en œuvre.
500 000 logements seront construits par an, pendant 5 ans, dont 150 000 logements vraiment sociaux. Les loyers seront contrôlés, les cautions seront supprimées et **une mutuelle protégeant les propriétaires des risques locatifs sera créée.** Elle favorisera le retour sur le marché de logements privés vacants.
Dans les villes qui connaissent une pénurie de logements et un niveau de loyer excessif, **le seuil de logements sociaux à construire sera porté à 25%.**
Dans les communes qui n'appliqueraient pas la loi avec diligence, les compétences d'urbanisme seront transférées à des « préfets de la cohésion sociale et du logement ».
Des terrains à vocation sociale seront cédés à prix réduit aux constructeurs, sous condition de mixité sociale.

Retrouvez l'intégralité du programme et soutenez la campagne par vos dons sur

www.bayrou.fr

UNE EUROPE DÉMOCRATIQUE

L'Union européenne doit consacrer 10% de son budget pour une stratégie de croissance qui en finisse avec l'illusion du seul libre-échange et reconquérir ses parts de marché perdues. Elle mènera une politique plus ambitieuse de recherche et d'innovation (énergies renouvelables, biotechnologies, nanotechnologies et matériaux, notamment).

Adoption de la « règle d'or » au niveau de la zone euro fondée sur l'équilibre de nos recettes et nos dépenses courantes avec la création d'une Cour des comptes européenne et une Commission des Finances associant les parlements nationaux.

Le Président de l'Union qui préside la Commission et le Conseil doit être élu au suffrage universel.

Régulations économiques : Les relations économiques mondiales doivent être fondées sur la réciprocité, l'équilibre Nord-Sud et la lutte contre la spéculation sur les produits agricoles en réformant l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce).

Organisations internationales : le Conseil de sécurité de l'ONU doit être élargi et les droits de vote au sein du FMI et de la Banque mondiale plus ouverts aux pays en développement. Une Agence mondiale de l'environnement doit être créée.

Diplomatie et régulations : La diplomatie doit rompre avec l'opacité des réseaux parallèles et associer plus directement le Parlement aux grandes orientations.